



ENEIS

by **KPMG**

CAF du Gard

Analyse de l'enquête familles



Synthèse des enseignements de l'enquête

L'échantillon composé d'une **surreprésentation de la population familiale** du territoire (couples avec enfants, familles monoparentales, familles nombreuses), les répondants étant majoritairement des femmes âgées de 26 à 49 ans. **L'échantillon est représentatif en termes d'origine géographique.**

Deux biais sont à anticiper : l'enquête ayant été diffusée de manière numérique et par les services de la CAF à leurs allocataires, **la population éloignée du numérique et/ou de la CAF n'est que peu, voire pas, représentée.**



Petite enfance

- Un recours important à l'accueil informel qui ne satisfait pas les parents, lié à un enjeu d'accessibilité financière et de développement de places d'accueil sur le département
- Une communication autour des modes d'accueil (CAF, RAM, ...) qui semble adaptée aux besoins et attentes des parents



Enfance-Jeunesse

- Une offre périscolaire qui semble satisfaisante au niveau quantitatif
- Un enjeu d'accessibilité financière à l'offre extrascolaire et de loisirs, tant pour les enfants (3-11 ans) que pour les adolescents (12-17 ans)



Parentalité

- Un besoin d'accompagnement des parents sur les sujets d'éducation et de scolarité
- Un enjeu d'amélioration de l'information et de l'accompagnement proposé aux parents d'enfants en situation de handicap, ainsi que de développement de l'offre d'accueil pour les enfants en situation de handicap



Accès aux droits

- Une difficulté d'accès aux droits liée à une méconnaissance des dispositifs et relais existants
- Des freins de mobilité et de fracture numérique qui complexifient l'accès aux droits
- Un enjeu d'amélioration de l'information des publics autour de leurs droits et de renforcement de l'accessibilité



Vie sociale

- Un enjeu de communication autour des structures existantes et un frein financier pour une partie de la population

Les caractéristiques des répondants à l'enquête

Les répondants à l'enquête

Une surreprésentation des femmes et des 26-49 ans

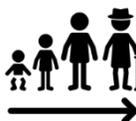
5 651 répondants



Soit près de 1% des adultes (plus de 18 ans) vivant dans le Gard.

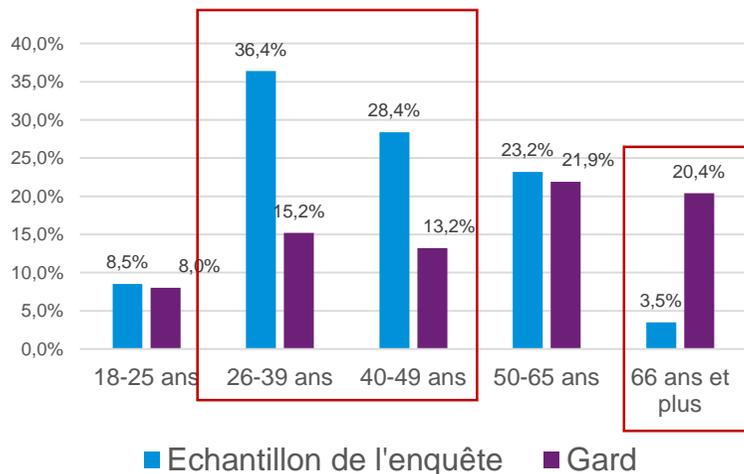


Une large sur-représentation des femmes qui représentent près de 75,6% des répondants



Une sur-représentation de la population des 26-49 ans et une sous-représentation de la population senior (66 ans et plus), qui se traduit de fait par une sous-représentation des retraités

Population par tranche d'âge



	Effectifs	% Rep.
En formation / en études	277	4,8%
En emploi, à temps plein	2008	34,8%
En emploi, à temps partiel	929	16,1%
A la recherche d'un emploi (avec le cas échéant, une activité saisonnière ou non salariée)	832	14,4%
Sans activité professionnelle	953	16,5%
Retraité-e	290	5%
Autre	486	8,4%

L'enquête a été diffusée de manière numérique et par les services de la CAF à leurs allocataires, ce qui a pu orienter la composition de l'échantillon de répondants : ainsi, la population éloignée du numérique et la population éloignée de la CAF (non allocataires, seniors, ...) n'est que peu, voire pas, représentée. Cela constitue un biais normal et attendu dans la représentativité de l'échantillon.

Les répondants à l'enquête

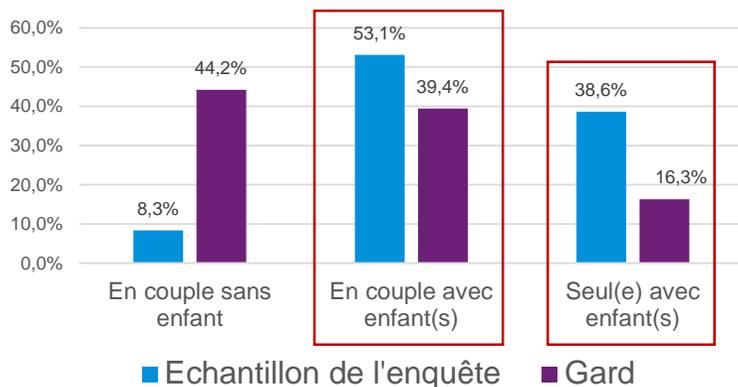
Un échantillon familial, avec une surreprésentation des familles monoparentales et nombreuses

4 174 répondants



ont un ou plusieurs enfants, dont 3115 ont un ou plusieurs enfants mineurs

Situation familiale



Quel âge ont vos enfants ?

	Effectifs	% Rep.
Moins de 3 ans	809	26,1%
Entre 3 et 6 ans	1043	33,7%
Entre 7 et 11 ans	1318	42,6%
Entre 12 et 17 ans	1430	46,2%



Une **surreprésentation des couples avec enfants** parmi les répondants à l'enquête (53,1% des familles) et une **large sous-représentation des couples sans enfants** (8,3% contre 44,2% dans la population gardoise), un constat qui s'explique en partie par le **bias lié à la transmission de l'enquête aux allocataires CAF**, plus susceptibles d'avoir des enfants



Une **sur-représentation des familles monoparentales** parmi les familles ayant répondu à l'enquête (38,6% contre 16,3% dans le département)



Une **sur-représentation des familles nombreuses** (19,2% des familles avec enfants ayant répondu à l'enquête contre 8,4% à l'échelle du Gard)



Une répartition assez homogène des parents selon l'âge de leur(s) enfant(s)

Les répondants à l'enquête

Une surreprésentativité des allocataires parmi les répondants



Une très grande majorité des répondants (96,3%) sont allocataires d'une ou plusieurs prestations (contre 49% de la population départementale). Cette surreprésentation peut notamment s'expliquer par le mode de distribution de l'enquête (diffusion à travers les bases de données allocataires de la CAF). On constate également, en comparaison des données départementales* :

- Une surreprésentation des répondants touchant l'AAH
- Une sous-représentation des répondants percevant une aide au logement
- Un échantillon globalement représentatif au regard des autres prestations



Un échantillon globalement représentatif en termes de revenus

La médiane mensuelle du niveau de vie est de 1596€ au sein du département.

	Effectifs	% Rep.
Allocations familiales	2262	39,4%
Prestation d'Accueil du Jeune Enfant (PAJE)	665	11,6%
Allocation d'Education de l'Enfant Handicapé (AEEH)	114	2%
Allocation de rentrée scolaire	1397	24,3%
Allocation Journalière de Présence Parentale (AJPP)	20	0,3%
Le revenu de solidarité active (RSA)	1084	18,9%
L'aide au logement (APL, ALF, ALS)	2501	43,6%
L'allocation adulte handicapée (AAH)	368	6,4%
Prime d'activité	2008	35%
Non / je ne sais pas	218	3,8%

	Effectifs	% Rep.
Moins de 840 € / mois	1153	20%
Entre 840€ et 1250€	1331	23,1%
Entre 1250€ et 1650€	1036	18%
Entre 1650€ et 2 500€	938	16,3%
Entre 2500€ et 4 000€	749	13%
Plus de 4 000€ / mois	172	3%
Je ne souhaite pas répondre	378	6,6%

*Données départementales issues du Rapport d'activité 2019 de la CAF du Gard

Les répondants à l'enquête

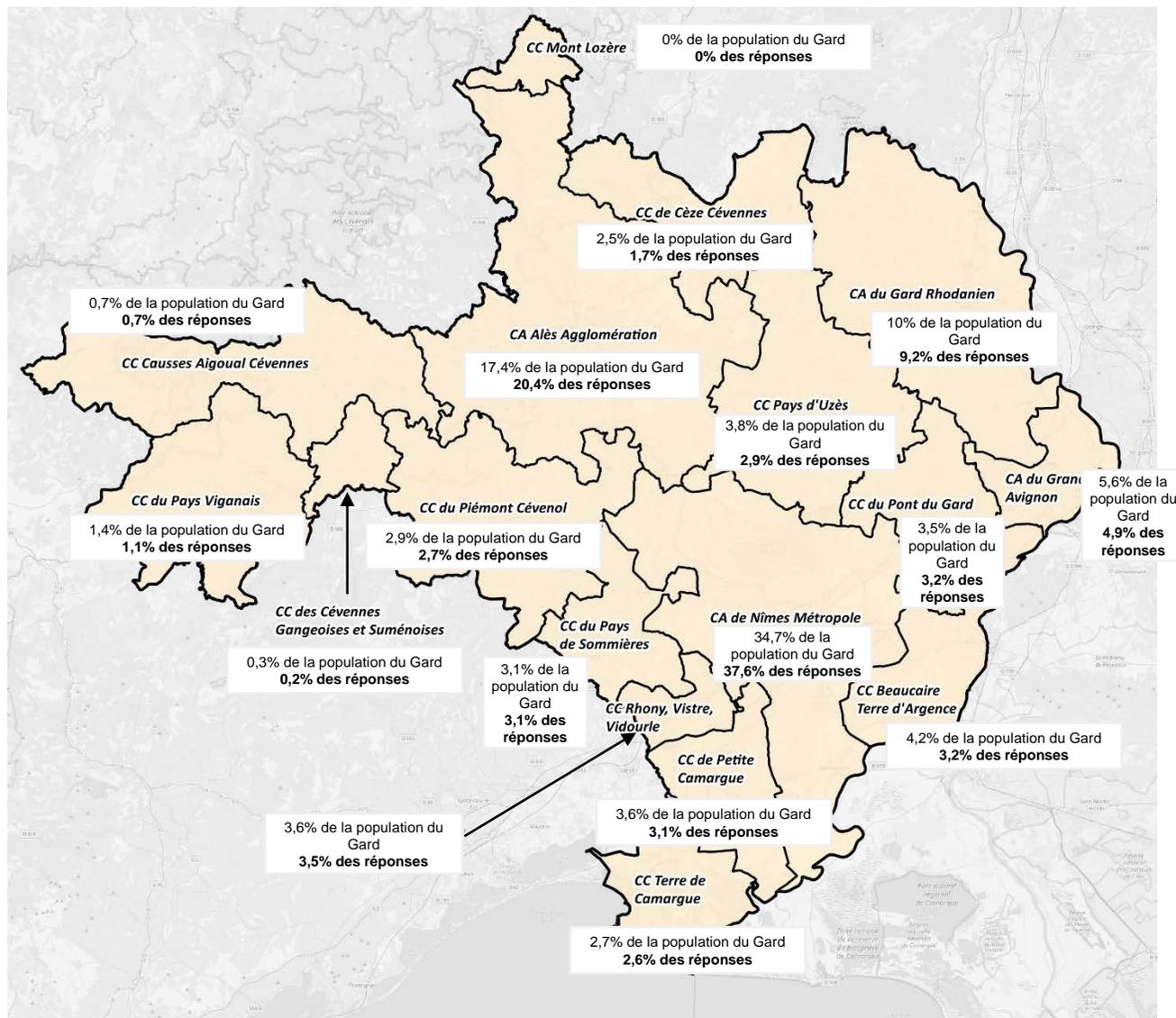
Un échantillon représentatif au regard de la géographie



Un échantillon globalement représentatif au regard de la répartition géographique par EPCI



Une part importante de **néo-habitants**, avec 39,8% des répondants qui vivent dans leur commune depuis moins de 5 ans et 20,2% qui vivent dans le Gard depuis moins de 5 ans



Les enseignements de l'enquête

Petite enfance

Une satisfaction générale des parents quant à leur mode d'accueil mais un recours à l'accueil informel important et potentiellement subi

L'enquête démontre une bonne satisfaction des parents vis-à-vis de leur mode d'accueil, et un recours important à l'accueil informel sur le territoire (44,5% des répondants ayant de jeunes enfants utilisent l'accueil informel comme mode d'accueil principal).

82,9% des répondants ayant de jeunes enfants estiment que leur solution d'accueil actuelle leur convient.

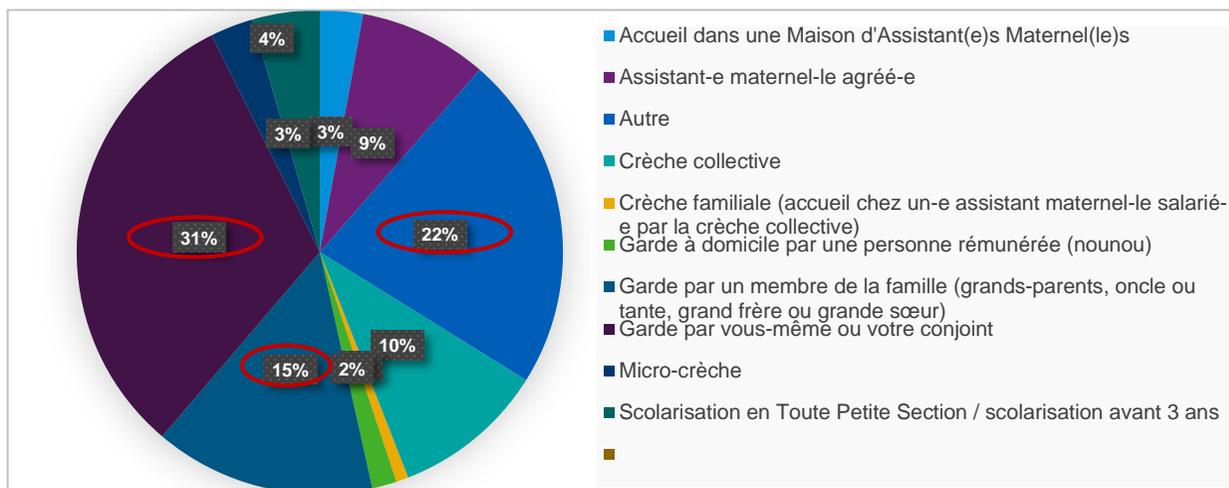
On constate cependant que **parmi les répondants non satisfaits de leur solution d'accueil**, 31% gardent eux-mêmes leurs enfants et 15% le font garder par un membre de la famille. Par ailleurs, 22% ont renseigné « autre » en tant que mode d'accueil, ce qui laisse penser à un autre mode d'accueil informel.

Ainsi, il apparaît que le recours à l'accueil informel est subi pour une catégorie des parents, ce qui s'explique potentiellement par une question de coût (voir pages suivantes).

Quel mode d'accueil utilisez-vous ?

	Effectifs	% Rep.
Crèche collective	238	14,7%
Crèche familiale (accueil chez un-e assistant maternel-le salarié-e par la crèche collective)	10	0,6%
Assistant-e maternel-le agréé-e	216	13,4%
Accueil dans une Maison d'Assistant(e)s Maternel(le)s	28	1,7%
Micro-crèche	30	1,9%
Scolarisation en Toute Petite Section / scolarisation avant 3 ans	79	4,9%
Garde à domicile par une personne rémunérée (nounou)	24	1,5%
Garde par vous-même ou votre conjoint	519	32,1%
Garde par un membre de la famille (grands-parents, oncle ou tante, grand frère ou grande sœur)	200	12,4%
Autre	273	16,9%
Total	1617	100%

Le mode d'accueil des répondants non satisfaits par leur solution d'accueil



Petite enfance

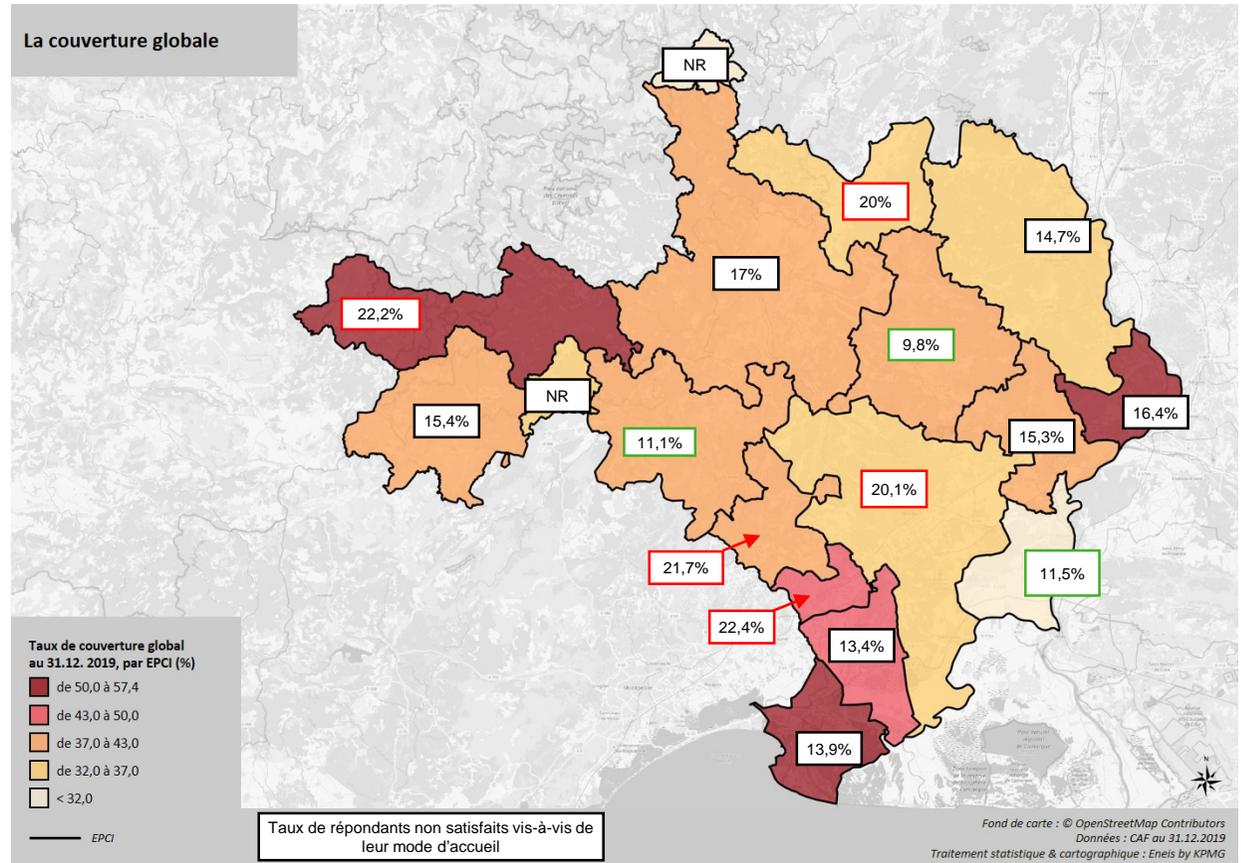
Une insatisfaction des parents qui ne semble pas corrélée à l'offre réellement existante sur le territoire

Le **taux d'insatisfaction des parents vis-à-vis de leur mode d'accueil** s'échelonne de 10% seulement au sein de la CC Pays d'Uzès à 22,4% au sein de la CC Rhony, Vistre, Vidourle.

On constate que sur certains territoires, les **parents semblent globalement les plus satisfaits alors même que le taux de couverture global est bas** (CC Beaucaire Terre d'Agence, CC du Piémont Cévenol, CC du Pays d'Uzes).

On constate cependant que parmi les 4 EPCI qui affichent les taux d'insatisfaction les plus élevés, 3 d'entre eux présentent également un **taux de couverture globalement bas** :

- CA Nîmes Métropole
- CC de Cèze Cévennes
- CC Pays de Sommières



Petite enfance

Un enjeu d'accessibilité financière et de développement de places

Parmi les parents ne s'estimant pas satisfaits de leur mode d'accueil, les principales raisons d'insatisfaction avancées sont **le coût ou les horaires non adaptés, ce qui souligne notamment un enjeu d'accessibilité financière.**

Si votre mode d'accueil actuel ne vous satisfait pas, pourquoi ?

	Effectifs	% Rep.
Des horaires non adaptés	85	29,2%
La localisation	31	10,7%
Le coût trop élevé	135	46,4%
La sécurité ou le développement de mon enfant ne sont pas suffisamment bien pris en compte	33	11,3%
Préférence pour un autre mode d'accueil	45	15,5%
Autre	59	20,3%
Total	291	

Répartition des parents estimant que le coût est trop élevé selon leur mode d'accueil :

Accueil informel	Accueil collectif	Accueil individuel
46	15	22

Ainsi, sur 291 parents concernés, près de la moitié (135) indiquent que le coût de leur mode d'accueil est trop élevé.

Parmi ces 135 parents, un tiers a recours à de l'accueil informel et seulement 15 ont recours à de l'accueil collectif : ces éléments renforcent le constat d'un recours à l'accueil informel subi, du fait d'un coût financier trop important des autres modes de garde.

25,9% des répondants (soit 486 parents) ayant de jeunes enfants indiquent avoir rencontré des difficultés à faire accueillir leur enfant, ces difficultés étant majoritairement liées au manque de place (citée 190 fois).

Ainsi, il semblerait que deux enjeux émergent de l'enquête : un enjeu d'accessibilité financière des modes d'accueil et un enjeu de développement du nombre de places disponibles sur le territoire.



Quelles difficultés avez-vous rencontrées pour faire accueillir votre enfant ?

1. Je n'ai pas trouvé de places (citée 190 fois)
2. L'offre d'accueil proposée ne correspondait pas en termes d'emplacement géographique (citée 155 fois)
3. J'ai attendu longtemps avant de trouver une place (citée 143 fois)
4. L'offre d'accueil proposée ne correspondait pas en termes de type d'accueil (citée 42 fois)
5. L'offre d'accueil proposée ne correspondait pas en termes d'emplacement géographique (citée 42 fois)

Petite enfance

Un enjeu d'accessibilité financière et de développement de places

25,9% des répondants (soit 486 parents) ayant de jeunes enfants indiquent avoir rencontré des difficultés à faire accueillir leur enfant, ce taux étant particulièrement élevé sur les CC de Petite Camargue et de Rhony, Vistre, Vidourle. Ces difficultés sont majoritairement liées au manque de place (citée 190 fois).

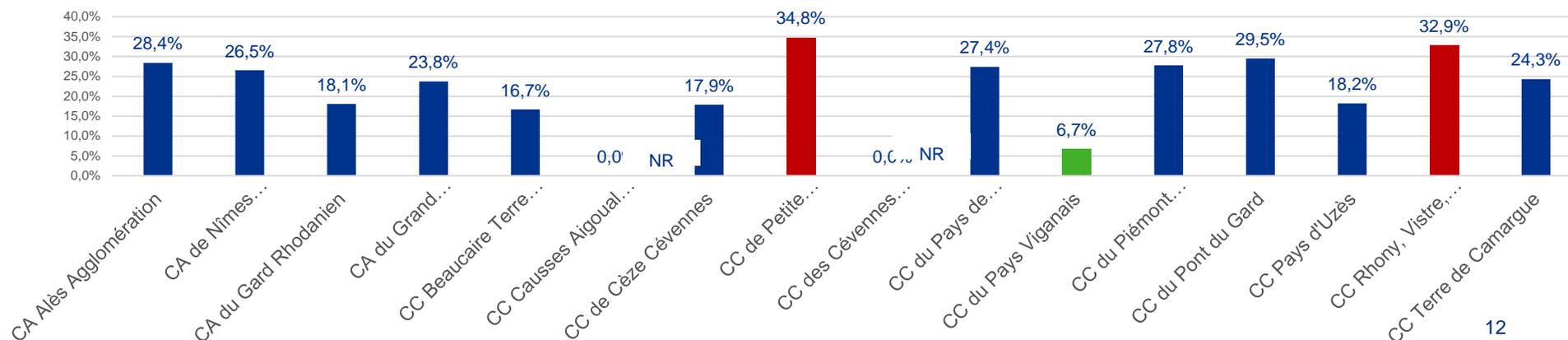
Ainsi, il semblerait que deux enjeux émergent de l'enquête : un enjeu d'accessibilité financière des modes d'accueil et un enjeu de développement du nombre de places disponibles sur le territoire.



Quelles difficultés avez-vous rencontrées pour faire accueillir votre enfant ?

1. Je n'ai pas trouvé de places (citée 190 fois)
2. L'offre d'accueil proposée ne correspondait pas en termes d'emplacement géographique (citée 155 fois)
3. J'ai attendu longtemps avant de trouver une place (citée 143 fois)
4. L'offre d'accueil proposée ne correspondait pas en termes de type d'accueil (citée 42 fois)
5. L'offre d'accueil proposée ne correspondait pas en termes d'emplacement géographique (citée 42 fois)

Répartition géographique des parents indiquant avoir rencontré des difficultés pour faire accueillir leur enfant



Petite enfance

Un enjeu d'accessibilité financière et de développement de places

Les répondants soulignent ainsi le développement de places, la diminution des tarifs pratiqués et la mise en place d'amplitudes horaires plus importantes comme principaux éléments d'amélioration de l'offre d'accueil du jeune enfant dans le département.

Par ailleurs, les parents demandant des tarifs moins élevés sont majoritairement les parents ayant recours à de l'accueil informel (garde par l'un des parents ou par un membre de la famille), ce qui confirme la possibilité d'un accueil informel subi par une partie des familles face à une offre d'accueil financièrement non accessible.

Que faudrait-il selon vous améliorer en priorité sur l'accueil du jeune enfant ?



1. Plus de places disponibles (citée 1088 fois)
2. Des tarifs moins élevés (citée 720 fois)
3. Une amplitude horaire plus importante (529 fois)
4. Plus de choix parmi les différents modes d'accueil (citée 219 fois)
5. Des professionnels mieux formés à l'accueil et à l'éveil du jeune enfant (citée 206 fois)
6. Une information plus complète sur les différentes solutions existantes – citée 187 fois

Répartition des parents demandant des tarifs moins élevés selon le mode de garde qu'ils utilisent



Petite enfance

Une communication autour des modes d'accueil qui semble adaptée aux besoins de la population

80% des parents estiment ne pas avoir rencontré de difficultés pour obtenir des informations sur le mode d'accueil le plus adapté

Comment vous êtes-vous renseigné.e sur les différents modes d'accueil possibles pour votre enfant ?

	Effectifs	% Rep.
A la Mairie	599	32,8%
Auprès de la Caisse d'Allocations Familiales du Gard (téléphone ou accueil physique)	139	7,6%
Auprès du Relais Assistants Maternels	228	12,5%
Auprès de la crèche de votre quartier / commune	310	17%
Sur le site Internet monenfant.fr (CAF)	275	15,1%
Sur un autre site Internet	326	17,9%
Autre	412	22,6%
Total	1824	

La communication autour des différents modes d'accueil dans le Gard semble adaptée aux besoins des parents. On constate notamment que les mairies servent de relais d'informations à une majorité de parents (599 répondants), mais que le site Internet monenfant.fr (CAF) et les relais assistants maternels sont également bien identifiés auprès de la population.

Enfance

Une offre périscolaire qui semble satisfaisante au niveau quantitatif

26,9% des parents (671 répondants) ont besoin d'un mode d'accueil pour leur(s) enfant(s) avant l'école et

31,1% des parents (785 répondants) après l'école

Votre enfant fréquente-t-il l'accueil du mercredi ?

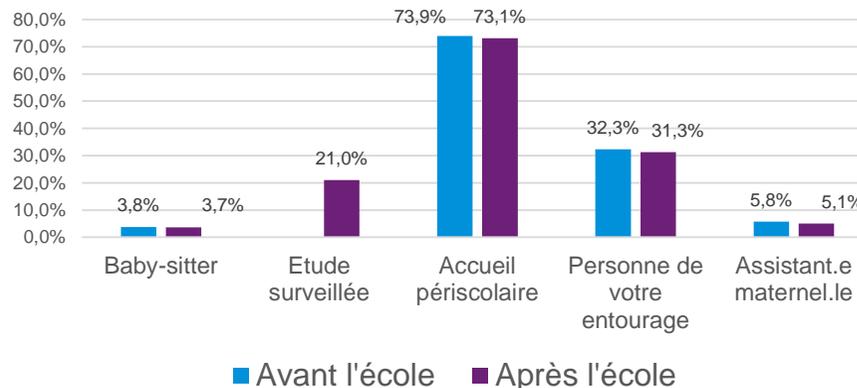
	Effectifs	% Rep.
Oui	366	15,6%
Non, parce que vous n'en avez pas besoin	1719	73,3%
Non, parce qu'il n'y a pas d'offre d'accueil le mercredi sur votre territoire	260	11,1%
Total	2345	100%

L'offre périscolaire le matin et le soir semble ainsi répondre aux besoins des parents, puisque plus de 70% des parents indiquant avoir un besoin de mode d'accueil le matin ou le soir ont recours à un accueil périscolaire.

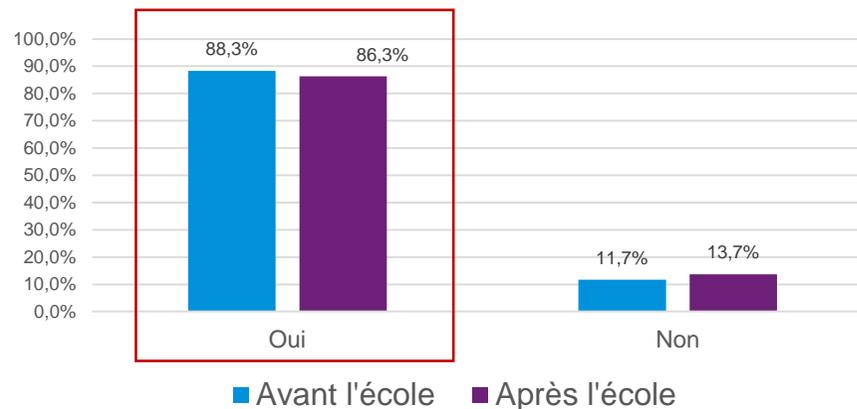
Par ailleurs, plus de 85% des parents s'estiment satisfaits du mode d'accueil de leur enfant. Ce taux de satisfaction n'est pas corrélé au nombre d'enfants par famille.

L'offre d'accueil le mercredi semble quant à elle peu fréquentée, en raison d'une absence de besoins.

Si vous avez besoin d'un mode d'accueil, quel mode utilisez vous ?



Le mode d'accueil pour votre enfant vous convient-il ?



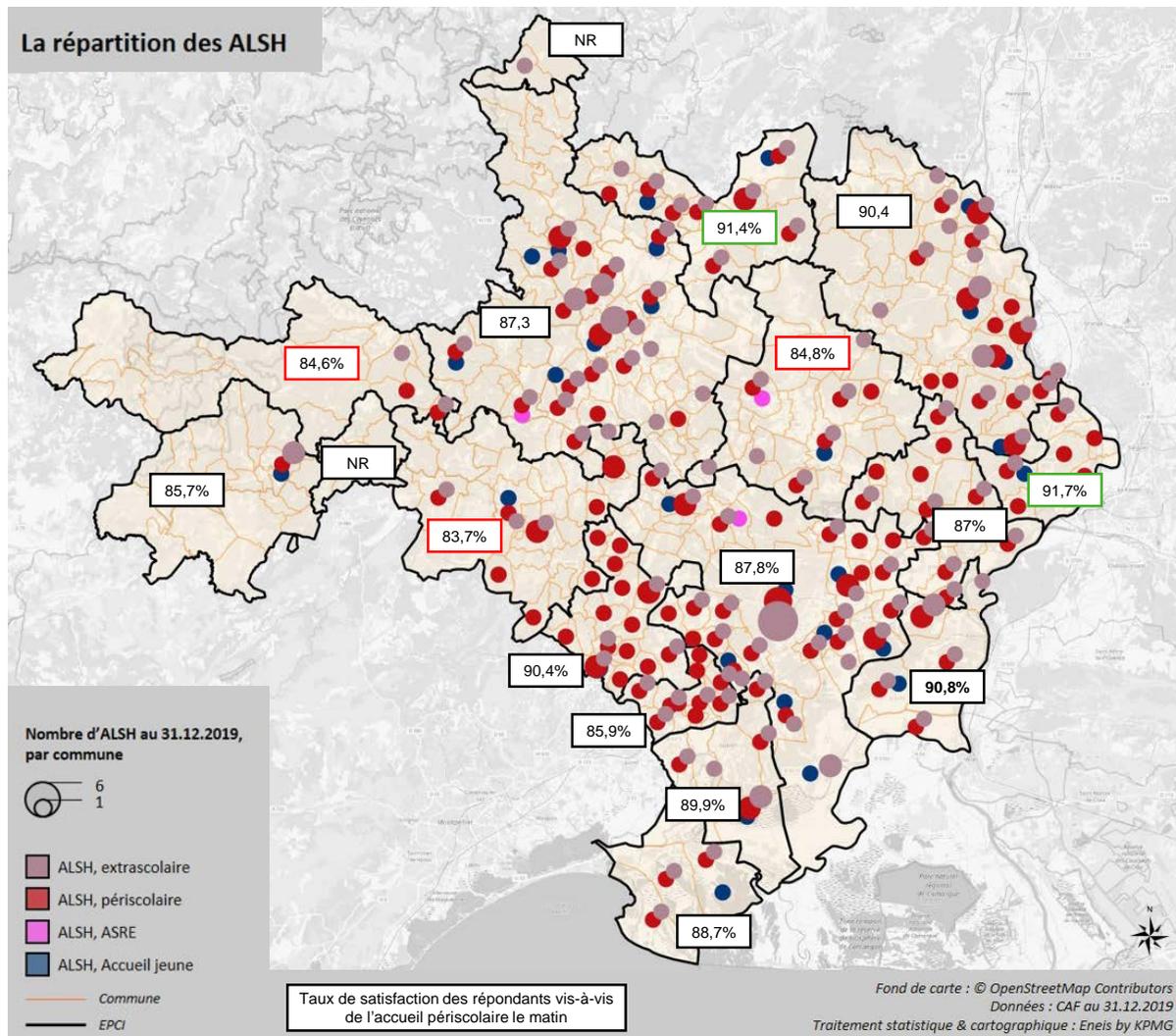
Enfance

Une satisfaction qui semble corrélée avec la répartition de l'offre sur le territoire

En ce qui concerne l'accueil périscolaire le matin, on constate que les taux de satisfaction sont globalement élevés au sein de tous les EPCI du territoire, et dépasse les 80%.

On constate cependant que les taux de satisfaction les moins élevés se trouvent dans les EPCI où l'on retrouve moins d'offre (84,6% pour la CC Causses Aigoual Cévennes par exemple, donnée cependant à manipuler avec précaution du fait d'un faible nombre de répondants sur cette question).

Plusieurs EPCI sont indiqués « NR » : il s'agit des EPCI pour lesquels le nombre de répondants sur cette question est nul ou trop peu important pour permettre une exploitation pertinente de la donnée.



Enfance

Un enjeu d'accessibilité financière de l'offre extrascolaire et de loisirs

71,1% des parents (1783 répondants) indiquent que **leur enfant ne fréquente pas l'accueil extrascolaire, la principale raison avancée étant le fait que les coûts sont trop élevés.**

Si votre enfant ne fréquente pas l'accueil de loisirs [mercredi et vacances scolaires], pour quelle raison ?



- 1. C'est trop cher (citée 584 fois)**
2. Il/elle n'en a pas envie (citée 470 fois)
3. J'estime qu'il est mieux à la maison (citée 439 fois)
4. Je trouve que les activités proposées ne sont pas de qualité satisfaisante (citée 118 fois)

Ces éléments soulignent un **enjeu d'accessibilité financière de l'offre extrascolaire et de loisirs** : ainsi, les répondants estiment que la principale amélioration à apporter à l'offre à destination des 3-11 ans serait de **pratiquer des tarifs moins élevés.**

L'amélioration qualitative de l'offre (activités plus variées, adaptation de l'offre à la tranche d'âge, ...) arrive en deuxième position en matière d'améliorations.

42,6% des parents (1104 répondants) indiquent que **leur enfant ne pratique aucune activité sportive ou de loisirs**

Si votre enfant ne pratique aucune activité sportive ou de loisirs, pour quelle raison ?



- 1. Les tarifs sont trop élevés (citée 361 fois)**
2. Votre enfant ne veut pas pratiquer d'activité (citée 139 fois)
3. Les horaires ne conviennent pas (citée 131 fois)
4. L'activité n'existe pas sur votre commune (citée 58 fois)
5. Vous avez été mal informé.e sur l'offre existante (citée 56 fois)

Quelles seraient les principales améliorations à apporter à l'offre à destination des 3-11 ans ?



- 1. Des tarifs moins élevés (citée 1177 fois)**
2. Des propositions d'activité plus variées (citée 657 fois)
3. Une offre mieux adaptée à chaque tranche d'âge (citée 416 fois)
4. Des solutions de transport collectif pour se rendre sur les sites des activités (citée 353 fois)
5. Plus de places en accueil extrascolaire (citée 340 fois)

Jeunesse

Un enjeu d'accessibilité financière de l'offre de loisirs et un frein de mobilité pour une partie de la population

44,8% des parents (923 répondants) indiquent que leur jeune ne pratique aucune activité sportive ou de loisirs. Ce taux est cependant plus élevé au sein des premières villes du département (Nîmes et Alès), alors qu'il est bien moins élevé au sein des villes de Bagnols-sur-Cèze et Beaucaire.

Le premier élément explicatif avancé par les parents est le coût élevé de l'offre sportive et de loisirs.

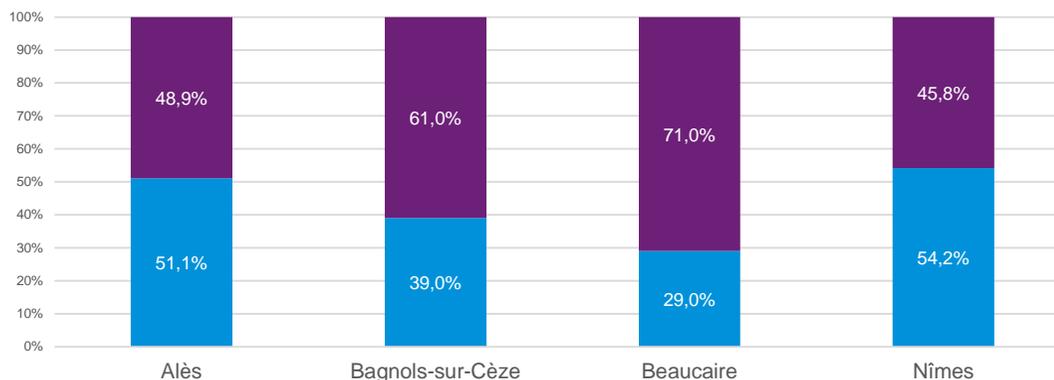
Si votre enfant ne pratique aucune activité sportive ou de loisirs, pour quelle raison ?



1. **Les tarifs sont trop élevés (citée 283 fois)**
2. Votre enfant ne veut pas pratiquer d'activité (citée 217 fois)
3. Les horaires ne conviennent pas (citée 90 fois)
4. L'activité n'existe pas sur votre commune (citée 47 fois)
5. Les activités sont mal desservies en transport (citée 47 fois)



Zoom sur les répondants de 4 villes du département



Votre enfant pratique-t-il une activité sportive ou de loisirs ?

■ Non ■ Oui

Jeunesse

Un enjeu d'accessibilité financière de l'offre de loisirs et un frein de mobilité pour une partie de la population

On observe également **un frein de mobilité** puisque le fait que les activités n'existent pas sur la commune de résidence ou soient mal desservies est également avancé comme élément explicatif. Par ailleurs, parmi les 1107 répondants indiquant que leur enfant pratique une activité, 25,3% (soit 279 parents) **signalent des difficultés de transport pour se rendre à l'activité, notamment liées à des horaires de transports publics inadaptés**. Ces difficultés de mobilité semblent corrélées au lieu de résidence des familles (voir page suivante).

Quelle est la nature de vos difficultés ?

	Effectifs	% Rep.
Coût du transport	23	8,3%
Horaires des transports publics inadaptés	165	59,6%
Problématique de parking	2	0,7%
Circulation / trafic	33	11,9%
Autre	54	19,5%
Total	277	100%

Quelles seraient les principales améliorations à apporter à l'offre à destination des 12-17 ans ?



1. **Des tarifs moins élevés (citée 1001 fois)**
2. Des propositions d'activité plus variées (citée 550 fois)
3. Des solutions de transport collectif pour se rendre sur les sites des activités (citée 538 fois)
4. Une offre mieux adaptée à chaque tranche d'âge (citée 322 fois)
5. Une offre d'accueil plus importante (citée 230 fois)

Au regard du faible nombre de répondants par commune, il n'est pas pertinent de proposer une analyse ciblée sur certaines communes sur cet item.

Jeunesse

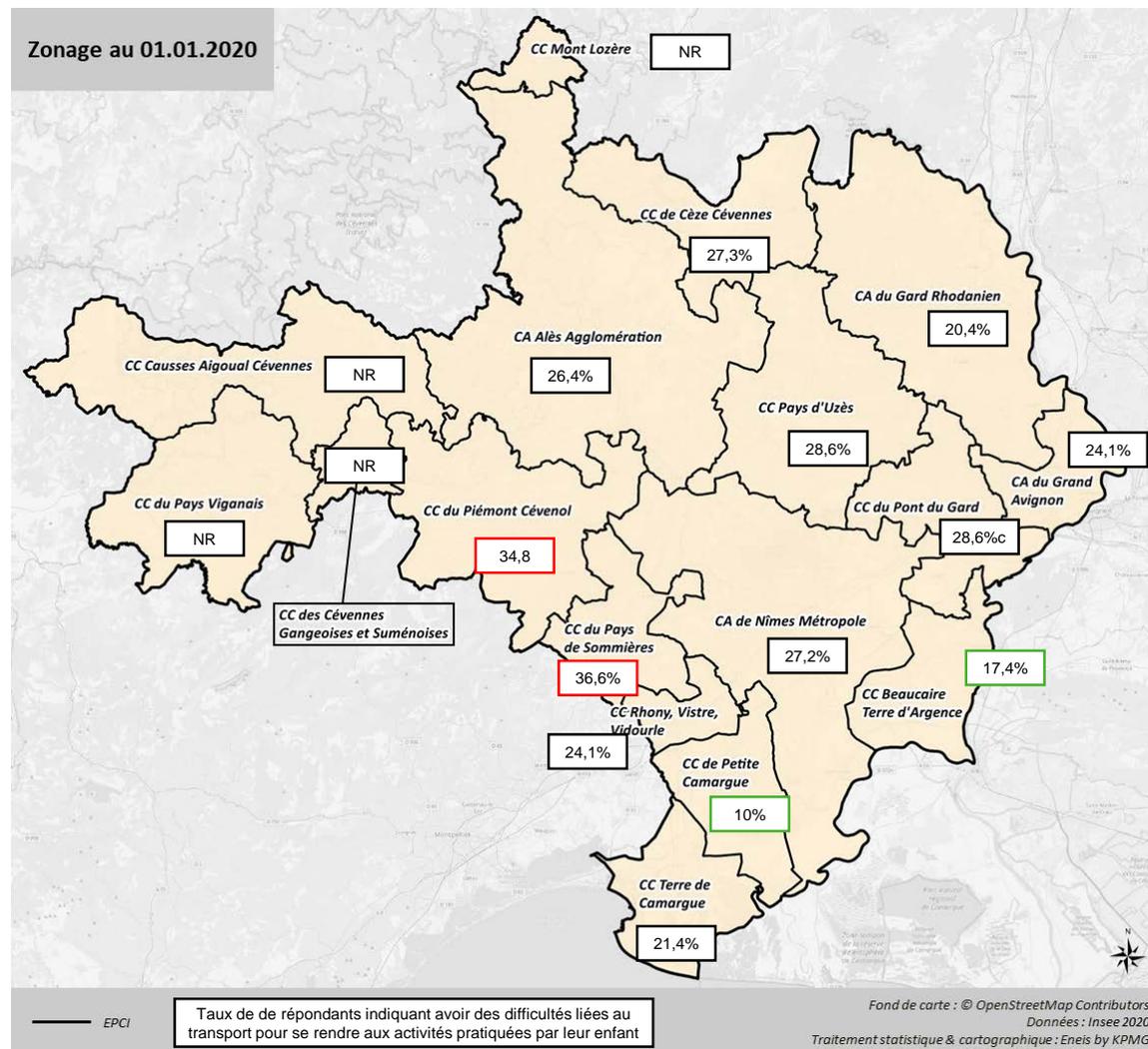
Un enjeu d'accessibilité financière de l'offre de loisirs et un frein de mobilité pour une partie de la population

Les répondants indiquant une difficulté, pour eux ou leurs enfants, à se rendre sur le lieu d'activité de leur enfant sont en proportion plus représentés dans les EPCI suivants :

- La CC du Pays de Sommières (36,6%)
- La CC du Piémont Cévenol (34,8%)

On constate en revanche que les habitants de la CC de Petite Camargue (10%) et de la CC Beaucaire Terre d'Argence (17,4%) sont ceux faisant le moins état de difficultés de mobilité.

Plusieurs EPCI sont indiqués « NR » : il s'agit des EPCI pour lesquels le nombre de répondants sur cette question est nul ou trop peu important pour permettre une exploitation pertinente de la donnée.



Parentalité

Un besoin d'accompagnement des parents sur les sujets de l'éducation et de la scolarité

Les répondants ayant des enfants soulignent à plusieurs reprises au cours de l'enquête **un manque d'information et d'aide sur les sujets liés à l'éducation et à l'accueil de leurs enfants, et un besoin d'accompagnement sur ces sujets.**

Sur quel(s) sujet(s) souhaiteriez-vous disposer de plus d'informations/aide ? Classer les réponses de 1 à 6

	Importance	Effectifs	% Rep.
Démarches administratives	3,16	3680	70,1%
Accompagnement social	2,3	3255	62%
Questions de santé	2,25	3116	59,4%
Questions liées à l'éducation de mon/mes enfant(s)	1,56	2647	50,4%
Questions liées à l'accueil de mon/mes enfant(s)	1,28	2538	48,4%
Aides financières et matérielles auxquelles j'aurais droit	4,67	4736	90,3%
Total		5247	

L'importance est calculée comme le rang moyen auquel la modalité a été citée.



Sur quel(s) sujet(s) souhaiteriez-vous recevoir plus d'aide dans votre rôle de parent ?

- 1. Education (comportement, autorité, ...) (citée 1069 fois)**
- 2. Scolarité de mon enfant (citée 905 fois)**
3. Aide administrative (inscription scolaire, dossier d'aide, etc) (citée 504 fois)
4. Santé, nutrition, sommeil de mon enfant (citée 490 fois)
5. Vie quotidienne (gestion des tâches ménagères, du budget, ...) (citée 471 fois)

Parentalité

Un enjeu d'accompagnement des parents d'enfants en situation de handicap

Parmi les 114 parents ayant indiqué avoir un enfant en situation de handicap, **66,7%** (76 répondants) estiment ne pas avoir bénéficié d'une information suffisante concernant les différentes possibilités de prise en charge et d'aide pour leur enfant.

Un peu plus d'un tiers **de ces parents (38) indique ne pas avoir cherché de place en accueil collectif ou individuel** quand leur enfant avait entre 0 et 3 ans, **ce qui peut indiquer une auto-censure des parents.**

	Effectifs	% Rep.
Oui	34	34%
Non	28	28%
Je n'ai pas cherché de place en accueil collectif ou individuel quand mon enfant avait entre 0 et 3 ans	38	38%
Total	100	100%

Parmi les parents ayant cherché une solution d'accueil (collectif ou individuel) pour leur enfant de 0-3 ans, 34 indiquent avoir trouvé une place et 28 ne pas en avoir trouvé.



Que faudrait-il pour améliorer l'information, l'orientation et la prise en charge des enfants en situation de handicap ?

1. Une meilleure capacité d'accueil des enfants en situation de handicap à l'école, dans les crèches et les centres de loisirs (citée 40 fois)
2. Une meilleure information autour des services disponibles (citée 38 fois)
3. Plus de places d'accueil spécialisées (citée 38 fois)
4. Des professionnels mieux formés (citée 33 fois)
5. Des tarifs moins élevés (citée 32 fois)

Ces éléments soulignent un **enjeu d'accompagnement des parents d'enfants en situation de handicap** (information, etc) mais également une amélioration de la capacité d'accueil des enfants en situation de handicap dans les accueils collectifs (crèches, écoles, centres de loisirs, ...).

Accès aux droits

Des difficultés d'accès aux droits liés à une méconnaissance des droits et relais existants

Les résultats de l'enquête démontrent une **difficulté pour les répondants à accéder à leurs droits**, notamment du fait **d'une méconnaissance de leurs droits et des relais vers lesquels se tourner** pour se faire accompagner (1/3 par exemple ne savent pas vers qui se tourner).

Si vous ne percevez aucune prestation ou allocation, pourquoi ?

	Effectifs	% Rep.
Cela ne correspond pas à ma situation / je n'y ai pas droit	158	76,7%
Je ne connais pas ces aides	31	15%
Je ne sais pas comment faire la demande	17	8,3%
Total	206	100%

Estimez-vous disposer d'informations suffisantes sur vos droits en matière de prestations sociales, d'aides financières, d'accès à la santé, etc ?

	Effectifs	% Rep.
Oui	2357	41,5%
Non	3328	58,5%
Total	5685	100%

Lorsque vous avez besoin d'informations sur vos droits (aides financières, prestations, accompagnement social, ...), vers qui vous tournez vous en priorité ? (deux réponses maximum)

	Effectifs	% Rep.
La Mairie ou le Centre Communal d'Action Sociale de votre commune	727	12,7%
La communauté de communes / d'agglomération de votre résidence	42	0,7%
Le centre médico-social	446	7,8%
La Caisse d'Allocations Familiales	2772	48,5%
La Maison de Services Au Public / la Maison France Services de votre territoire	42	0,7%
Je ne sais pas vers qui me tourner	1733	30,4%
Autre	741	13%
Total	5710	

Près de la moitié (48,5%) des répondants indiquent se tourner vers la CAF en cas de besoin d'informations sur leurs droits, une proportion qui démontre que la CAF du Gard est bien identifiée sur le territoire, mais qui peut également être biaisée du fait du mode d'administration du questionnaire (envoi aux allocataires CAF).

Ces éléments démontrent un enjeu d'accès aux droits sur le territoire : les répondants, dont une part importante sont des allocataires CAF et identifient bien la CAF comme relais d'information, s'estiment mal informés sur leurs droits en matière de prestations sociales, d'aides financières et d'accès à la santé. Par ailleurs, une part non négligeable des répondants ne percevant pas d'allocations ou de prestations ne connaît pas ces aides (15%) ou ne sait pas comment faire la demande (8,3%), ce qui renforce le constat d'une difficulté d'accès aux droits pour certains publics.

Accès aux droits

Une méconnaissance de l'offre et des services et un enjeu de mobilité

Par ailleurs, les répondants à l'enquête font état d'un sentiment d'isolement vis-à-vis des services publics sur le territoire, notamment du fait d'une méconnaissance de l'offre et des services présents, ce qui **souligne l'enjeu d'amélioration de l'information des usagers**.

31,6% des répondants se sentent isolés des services publics et de l'offre présente sur le territoire (soit 1 802 répondants)

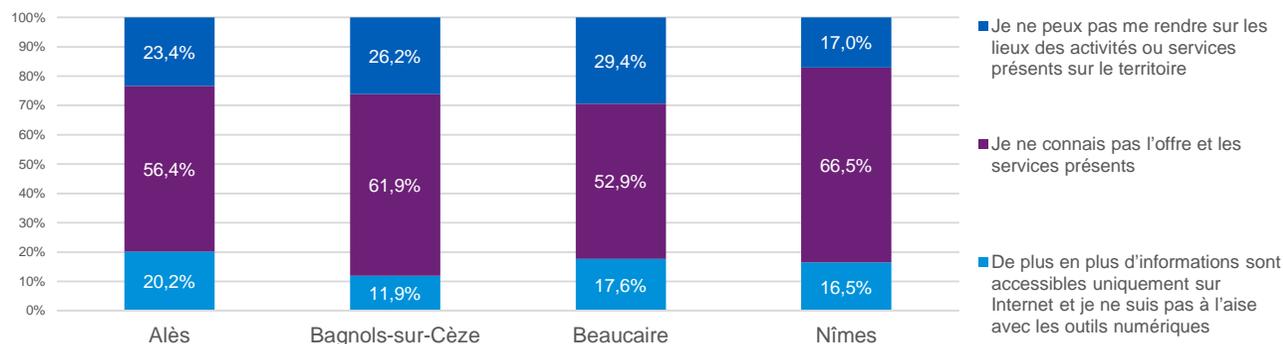
Dans les villes d'Alès, Bagnols-sur-Cèze et Nîmes, on constate que **la part de répondants ne connaissant pas l'offre et les services présents est plus importante qu'à l'échelle départementale** (au-delà de 56%), ce qui confirme un **enjeu d'information sur ces zones pourtant bien dotées en offre et services**.

Si vous vous sentez isolé.e des services publics et de l'offre sur le territoire, pourquoi ?

	Effectifs	% Rep.
Je ne connais pas l'offre et les services présents	931	52,5%
Je ne peux pas me rendre sur les lieux des activités ou services présents sur le territoire	372	21%
De plus en plus d'informations sont accessibles uniquement sur Internet et je ne suis pas à l'aise avec les outils numériques	288	16,2%
Autre	184	10,4%
Total	1775	100%



Zoom sur les répondants de 4 villes du département



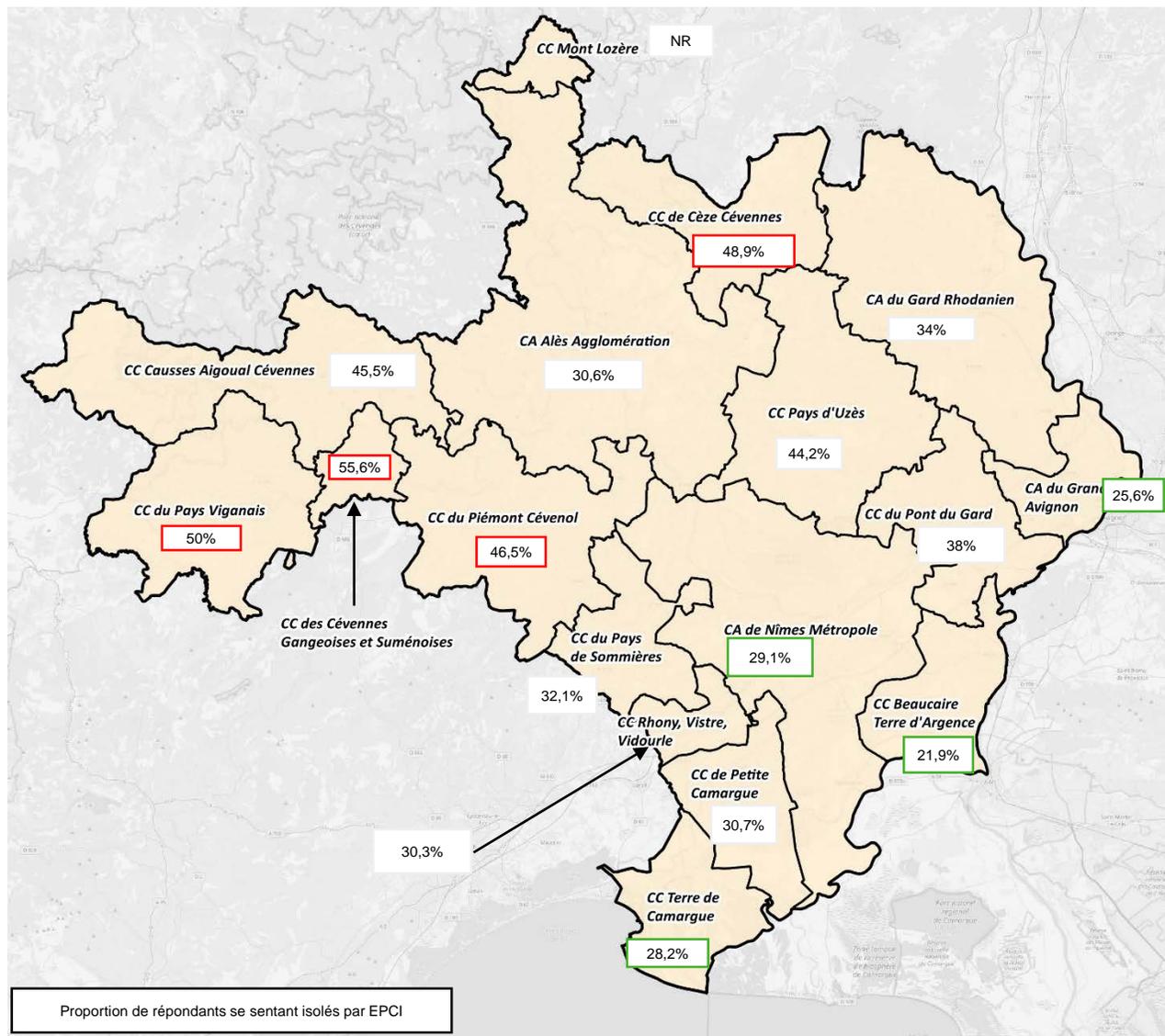
Outre la méconnaissance des dispositifs qui constitue un premier frein à l'accès aux droits, l'enquête démontre également un **enjeu de mobilité et d'inclusion numérique** (voir pages suivantes) pour une partie de la population.

Accès aux droits

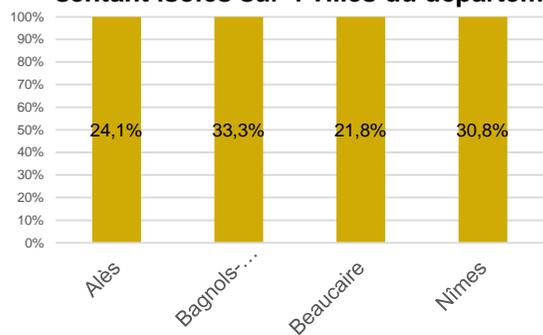
Un sentiment d'isolement localisé

Les EPCI parmi lesquels les habitants se sentent les moins isolés sont globalement les EPCI du sud et de l'est du territoire.

Les EPCI parmi lesquels les habitants se sentent les plus isolés sont en revanche ceux situés à l'ouest du Département. Par ailleurs, on constate que les habitants des villes d'Alès et Beaucaire se sentent moins isolés que ceux de Nîmes ou de Bagnols-sur-Cèze.



Zoom : proportion de répondants se sentant isolés sur 4 villes du département



Accès aux droits

Des difficultés renforcées par la fracture numérique

Malgré des répondants très équipés en matière d'outils numériques et un recours important à Internet comme outil d'information, **on constate que la fracture numérique constitue un enjeu pour une partie des répondants**, et complexifie donc l'accès aux droits d'une partie de la population.

A votre domicile, vous disposez de (plusieurs réponses possibles) :

	Effectifs	% Rep.
Une connexion internet	5018	87,3%
Un téléphone portable	5459	95%
Une tablette	1471	25,6%
Un téléphone fixe	2278	39,6%
Un ordinateur	4019	69,9%
Total	5746	

95% des répondants sont équipés de téléphone portable et 69,9% d'un ordinateur. Par ailleurs, à la question « vers qui vous tournez vous lorsque vous avez besoin d'informations sur

vos droits », **466** répondants ont spontanément mentionné « Internet / Google / site » ou assimilés, alors même qu'il ne s'agissait pas d'une proposition de réponse, ce qui indique un **recours important à l'outil numérique pour une partie de la population.**

19,1% des répondants (soit 1 078) indiquent cependant rencontrer des difficultés pour effectuer des démarches sur Internet

Il est par ailleurs nécessaire de considérer le biais causé par le fait que l'enquête ait été diffusée uniquement par internet. Ainsi, l'enjeu de fracture numérique est probablement bien plus important parmi la population gardoise que les données du questionnaire ne le montrent.

Quel type de difficultés rencontrez-vous ?



1. J'ai du mal à me repérer sur les différents sites Internet / j'ai du mal à comprendre les consignes des formulaires en ligne (citée 387 fois)
2. Je ne maîtrise pas suffisamment bien l'outil informatique (cité 354 fois)
3. Je n'ai pas d'équipement informatique / cet équipement n'est pas adapté pour effectuer des démarches administratives (citée 302 fois)
4. Ma connexion internet n'est pas bonne (citée 261 fois)

Accès aux droits

Un enjeu d'amélioration de l'information des publics et de l'accessibilité des services

21% des répondants se sentant isolés indiquent ne pas pouvoir se rendre sur les lieux des activités ou services (voir page précédente), notamment en raison d'horaires de transports publics inadaptés et du coût du transport.

Au regard du faible nombre de répondants, il n'apparaît pas pertinent de proposer une analyse à l'échelle des villes.

Au regard des éléments soulignés en matière de méconnaissance de l'offre et des services publics, de difficultés de mobilités et de difficultés liés à la fracture numérique, **on constate un enjeu fort d'amélioration de l'information des publics** (notamment sur leurs droits) et **de renforcement de l'accessibilité des offres et services sur tout le territoire** pour pallier à l'isolement, aux difficultés de mobilité et à la précarité numérique.

De quelle nature sont vos difficultés à vous rendre à certaines activités ?

	Effectifs	% Rep.
Coût du transport	24	10%
Horaires des transports publics inadaptés	101	41,9%
Problématique de parking	7	2,9%
Circulation / trafic	34	14,1%
Autre	75	31,1%
Total	241	100%



De votre point de vue, parmi ces propositions, quelles seraient les améliorations prioritaires à apporter pour rendre plus accessibles les services au public ? (deux réponses maximum)

1. Développer l'information sur les services existants (citée 2217 fois)
2. Améliorer le réseau de transports en commun (couverture, fréquence, ...) (citée 1512 fois)
3. Mettre en place des services itinérants (citée 1504 fois)
4. Développer les équipements multi-services (citée 1461 fois)
5. Proposer un accompagnement pour les démarches à effectuer sur internet (citée 1315 fois)
6. Développer l'accès aux services via internet voire d'autres outils numériques (1139)

Animation de la vie sociale

Un enjeu de communication autour des structures existantes et un frein financier pour une partie de la population

Seule une très faible part des répondants (5,7% indique fréquenter une structure d'animation de la vie sociale (centre social, maison de quartier ou espace de vie sociale), notamment pour pratiquer des activités de loisirs ou de culture (citée 137 fois) ou pour l'entraide et la solidarité (citée 89 fois).

Plusieurs facteurs semblent expliquer cette non-fréquentation : la méconnaissance de ces structures, leur prix ou une absence de besoins de la part des habitants :

Pourquoi ne fréquentez-vous pas de structures d'animation de la vie sociale ?



1. Je n'en ressens pas le besoin (citée 1718 fois)
2. **Je ne connais pas (citée 1420 fois)**
3. **Les tarifs pratiqués sont trop élevés (citée 286 fois)**
4. L'offre proposée en correspond pas à mes besoins / envies ou ceux de mes enfants (citée 262 fois)
5. Les horaires ne me conviennent pas (citée 203 fois)
6. C'est trop loin de mon lieu d'habitation (citée 181 fois)

Quelles seraient les principales améliorations à apporter en matière de vie sociale ?



1. Des tarifs moins élevés (citée 1744 fois)
2. Plus d'équipements dédiés à la vie sociale, aux loisirs, aux activités culturelles (citée 1448 fois)
3. Des activités plus adaptées à chaque tranche d'âge (citée 1196 fois)
4. Des activités plus variées (citée 1043 fois)

Animation de la vie sociale

Un enjeu de communication autour des structures existantes et un frein financier pour une partie de la population



Les taux de fréquentation des structures d'animation de la vie sociale varient selon les EPCI, pouvant aller de 1,7% sur la CC du Piémont Cévenol à 8,7% pour les CC Pays d'Uzès et Pays Viganais.

Le taux de fréquentation au sein des villes de Alès, Bagnols-sur-Cèze et Nîmes est légèrement supérieur à la moyenne départementale, mais il est nul sur la ville de Beaucaire.



Zoom sur les répondants de 4 villes du département

